

Bassin du Mékong

Désastre au Laos après la rupture d'un barrage - La politique énergétique du régime et de la Chine en cause

samedi 11 août 2018, par [PHILIP Bruno](#), [THIBAUT Harold](#) (Date de rédaction antérieure : 8 août 2018).

Sommaire

- [Le désastre aurait pu être](#)
- [La rupture d'un barrage \(...\)](#)
- [Le fragile Laos menacé par une](#)

Le désastre aurait pu être évité

Plusieurs experts imputent l'accident à des erreurs humaines.

Plus de deux semaines après la rupture d'un barrage dans le sud du Laos, le bilan humain de la catastrophe reste difficile à évaluer : mardi 7 août, le gouverneur adjoint de la province d'Attapeu, où le désastre a eu lieu, a indiqué que 31 corps avaient été retrouvés et que « 130 personnes étaient portées disparues ».

Ce bilan est vraisemblablement très en deçà de la réalité : les experts indépendants parlent, au minimum, de plusieurs centaines de disparus, et certains médias régionaux évoquent le chiffre d'un millier de villageois dont on est sans nouvelles. Environ 6 000 personnes ont dû fuir lors de ce désastre consécutif à la rupture, lundi 23 juillet, d'un barrage encore en construction sur l'un affluent du Mékong : un flot de 5 milliards de mètres cubes d'eau s'est alors déversé dans la rivière Sékong, noyant de nombreux villages.

Dans ce pays « postcommuniste » au régime à parti unique, l'un des plus autoritaires de la région, l'information reste sévèrement contrôlée, ce qui rend encore plus difficile de se faire une idée précise de la situation dans les zones désormais inondées, situées aux frontières du Vietnam et du Cambodge. La province cambodgienne de Stung Treng a d'ailleurs, elle aussi, subi les conséquences de la catastrophe, et plusieurs milliers de personnes ont dû être évacuées fin juillet.

Le fait que le premier ministre laotien, Thongloun Sisoulith, ait tenu, au lendemain du désastre, une conférence de presse télévisée – dans un pays sans liberté d'expression pour les médias – donne une idée de l'importance de l'événement. L'accident est un sérieux revers pour la politique énergétique choisie par le régime. S'appuyant sur les perspectives de développement offertes par le potentiel hydroélectrique de ce pays montagneux sillonné de rivières, le gouvernement s'est fixé pour objectif de devenir « la batterie du Sud-Est asiatique » : 51 barrages ont déjà été bâtis, 46 autres sont en construction.

Une telle prolifération de retenues, dont la majorité sont le fruit de collaborations avec des firmes

chinoises, n'a de cesse d'inquiéter les spécialistes. La catastrophe du 23 juillet est la première d'importance mais d'autres désastres avaient été évités par le passé, comme en septembre 2017, quand une retenue d'eau sur la rivière Nam Ao, au centre du pays, avait cédé sans faire de victime.

Sur le compte de la pluie

Les experts s'accordent à dire que la catastrophe de la province d'Attapeu n'était pas inévitable, et s'interrogent sur de possibles défauts de construction dans le complexe de barrages réunis sous l'appellation « X^e-Pian X^e Namnoy ». La retenue qui a cédé faisait partie d'un ensemble composé de deux barrages principaux et de cinq auxiliaires, destiné à produire 410 mégawatts. Il aurait dû entrer en fonction en 2019 et fournir son énergie - à 90 % - à la Thaïlande. Pour une fois, ce projet n'était pas chinois mais le fruit d'une collaboration entre une compagnie d'Etat laotienne, une entreprise thaïlandaise et deux groupes sud-coréens.

La première réaction du gouvernement laotien a été de mettre l'accident sur le compte des fortes pluies qui se déversaient depuis plusieurs jours dans la région. Cette explication est balayée par les spécialistes : selon Ian Baird, le directeur des études du Sud-Est asiatique de l'université de Wisconsin-Madison, cité par le site The Diplomat, le barrage « n'a pas cédé en raison des fortes pluies : les pluies sont un phénomène normal à cette saison et étaient donc prévisibles. L'accident s'explique par la combinaison de deux facteurs : une gestion inadéquate du niveau de l'eau et une construction de piètre qualité. Ce désastre est la conséquence d'une erreur humaine et aurait pu être évité ».

« Le réservoir du barrage n'était même pas plein quand il a cédé, renchérit Chainarong Setthachua, professeur à l'université thaïlandaise de Maha Sarakham, ce qui montre bien qu'il y avait un défaut de construction et que les compagnies impliquées dans celle-ci sont pleinement responsables de la catastrophe. »

Selon Tom Fawthrop, spécialiste des questions environnementales dans la région, « ni le gouvernement [laotien] ni les compagnies de fourniture d'énergie hydroélectrique ne consultent les populations locales au sujet des projets de barrages. Aucun système d'alerte aux villageois n'a été prévu en cas de danger potentiel ou de rupture imminente ».

La question des compensations

Pourquoi les habitants n'ont-ils pas été prévenus à temps ? Alors que des fissures étaient apparues le dimanche, la veille du drame, dans le mur de la retenue, des ingénieurs avaient été dépêchés sur place afin de colmater les brèches, affirme le site Asia Times. Mais ils avaient dû renoncer : il pleuvait trop. Un message fut ensuite envoyé aux responsables locaux, mais il ne permettait pas que l'évacuation soit assez rapide pour de nombreux villageois.

Les médias laotiens ont beau n'avoir pas eu la liberté de pointer du doigt les responsables, le désastre a suscité de nombreux débats et de la colère sur les réseaux sociaux. La question brûlante est celle des compensations qui seront accordées aux victimes. Le premier ministre adjoint, Sonexay Siphandone, a déjà promis qu'elles seraient substantiellement plus importantes que d'habitude dans la mesure où le désastre n'est pas la conséquence d'une catastrophe naturelle - affirmation qui indique une évolution du discours officiel...

En attendant, le ministre des mines et de l'énergie, Khammany Inthirath, a annoncé un train de mesures, notamment l'obligation, pour les compagnies d'hydroélectricité, d'envoyer un rapport hebdomadaire d'évaluation de la montée des eaux. Cette promesse un peu vague passe à côté de l'interrogation cruciale : est-il raisonnable pour le Laos de devenir la « batterie » régionale ?

Bruno Philip (Bangkok, correspondant en Asie du Sud-Est)

• « Rupture d'un barrage au Laos : le désastre aurait pu être évité ». LE MONDE | 08.08.2018 à 11h44 :

https://abonnes.lemonde.fr/planete/article/2018/08/08/rupture-d-un-barrage-au-laos-le-desastre-auroit-pu-etre-evite_5340431_3244.html?xtmc=laos&xtcr=1

La rupture d'un barrage au Laos, chronique d'un drame annoncé

Un flot de cinq milliards de mètres cubes d'eau a été libéré lundi soir, submergeant au moins sept villages dans le sud-est du pays. Plusieurs morts sont à déplorer.

Combien de personnes ont disparu dans la province d'Attapeu, dans le sud-est du Laos ? Les autorités laotiennes étaient incapables de le dire après que la rupture du barrage X^e-Pian X^e Nanmoy a libéré, lundi 23 juillet vers 20 heures, un flot de cinq milliards de mètres cubes d'eau qui a submergé au moins sept villages, emporté les maisons et contraint des habitants à se réfugier sur le toit des bâtiments restés debout, ou dans les arbres.

« Des centaines de personnes » manquent à l'appel, se contentait d'évaluer l'agence de presse officielle KPL, mardi 24 juillet. Dans cette région reculée d'un pays montagneux, et où le pouvoir se démarque par son opacité, le bilan est incertain.

Dans la matinée de mercredi, le consulat de Thaïlande au Laos faisait état de dix-neuf corps retrouvés. « Il y a 131 disparus », a finalement déclaré, mercredi dans la journée, le premier ministre Thongloun Sisoulith, alors que l'agence de presse officielle évoquait jusqu'ici « des centaines de disparus ».

Des images de la chaîne ABC Laos News montrent des villages dont ne dépassent plus de l'eau boueuse que les arbres et les toits. Dans une vidéo, une femme traumatisée monte avec son bébé dans une barque en bois et explique que sa mère est toujours réfugiée sur un arbre. Au moins 6 600 personnes sont sans logement.

La retenue est située sur un affluent du Mékong dans une région à l'extrême-sud, non loin des frontières du Vietnam et du Cambodge. Le projet de cette retenue d'eau, dont 90 % de la production était censé bénéficier à la Thaïlande une fois les travaux finis, est le fruit d'une collaboration entre l'Etat laotien, une entreprise thaïlandaise et deux groupes sud-coréens, dont une branche de SK, l'un des principaux conglomérats de Corée du Sud.

Le projet de 410 mégawatts devait entrer en opération en 2019. Il consiste en deux barrages principaux et cinq retenues auxiliaires qui devaient permettre de détourner trois branches de rivière. La filiale ingénierie et construction de SK a annoncé que la partie haute de l'un des ouvrages auxiliaires « a été emportée » dans la soirée de dimanche, après plusieurs jours de fortes pluies.

La retenue de 770 mètres de long et 16 mètres de haut aurait cédé un jour plus tard. Cinquante-trois travailleurs sud-coréens ont été évacués. Ce scénario interroge sur les faiblesses du système d'alerte des populations locales, même si le groupe SK dit avoir « immédiatement alerté les autorités et commencé à évacuer les villageois » dimanche soir.

45 barrages en construction

La catastrophe est la concrétisation malheureuse de désastres redoutés de longue date dans ce pays qui entend devenir la « pile de l'Asie » en raison de son remarquable potentiel hydroélectrique : nation montagneuse enclavée et dirigée par un parti postcommuniste autoritaire capable de décider comme il l'entend de son modèle de développement, le Laos multiplie depuis une décennie les barrages sur ses principaux cours d'eau, dont le Mékong et ses affluents.

Quarante-cinq barrages sont en ce moment en construction, dont une dizaine déjà opérationnels. Selon Martin Burdett, collaborateur de l'International Journal on Hydropower & Dams, le Laos « aurait la capacité hydroélectrique de fournir 26 500 mégawatts par an et n'a développé que 25 % de ce potentiel ».

Les incidents se multiplient en conséquence. Un barrage du centre du pays avait cédé le 11 septembre 2017. Les responsables politiques locaux avaient accusé le constructeur d'avoir bâti sur des marécages et avaient, là aussi, incriminé les fortes pluies. Quelques mois plus tôt encore, en décembre 2016, un conduit amenant l'eau à une turbine d'une retenue d'une province du Sud, frontalière du Vietnam, avait sauté elle aussi, car construite sur la pente d'anciens glissements de terrain, devenue instable à cause du chantier du barrage.

Les méfaits pour l'environnement de la construction abusive de barrages est connue : dégradations des écosystèmes fluviaux, chute de la diversité des espèces de poissons avec, pour conséquences, la diminution de productivité des pêcheries du Mékong au Vietnam, dans le delta du grand fleuve. Un autre projet en cours au Laos, le barrage de Xayaburi, construit par le groupe thaïlandais CH Karnchang – dont le coût est évalué à 3,8 milliards de dollars (3,2 milliards d'euros) pour une puissance de 1 285 mégawatts –, est la source de vives tensions avec le Cambodge et le Vietnam, situés en aval, qui craignent d'en subir les conséquences.

« Pour un petit pays qui n'a pas la capacité technique et de gouvernance pour suivre les études d'impact, se lancer dans une série aussi impressionnante de barrages est particulièrement dangereux », juge Marc Goichot, responsable du programme eau du WWF dans la région du Mékong.

« Les ouvrages hydroélectriques d'ampleur sont tentants pour un pays en développement, mais amènent de nombreux risques. Le plus spectaculaire est l'effondrement, et l'un des plus sournois est le déclin des pêcheries, qui affecte les populations les plus défavorisées », ajoute-t-il.

Retombées économiques rapides

Les ouvrages importants sont perçus comme un tremplin pour les officiels locaux, et leurs budgets colossaux sont également source de corruption dans un pays peu transparent. Face à des autorités de supervision n'ayant pas la connaissance nécessaire à un encadrement strict des projets se trouvent de puissants groupes d'ingénierie et de production électrique qui ont la force de négociation et se blindent juridiquement pour rejeter la responsabilité sur les autorités locales en cas de problème.

Les projets sont d'autant plus tentants qu'ils portent le sceau de la fiabilité pour les banques de grandes compagnies étrangères, notamment d'entreprises étatiques chinoises, le géant voisin étant impliqué dans un grand nombre de ces projets ainsi que, souvent, de la puissante Autorité de production d'électricité de Thaïlande, le voisin qui achète l'énergie. Permettant ainsi aux projets d'obtenir des financements auxquels la seule identité laotienne n'ouvrirait pas accès.

Les barrages sont présentés comme une stratégie de développement pour le Laos, la livraison

d'électricité à l'étranger apportant des financements à l'Etat et réduisant le déficit commercial d'un pays sans industrie. Mais, dans les faits, les décisions administratives sont prises par des ministères préoccupés uniquement par les retombées économiques rapides, sans réflexion sur l'impact de long terme et sur les risques de catastrophes, qui ne sont pas pris en compte.

Harold Thibault et Bruno Philip (Bangkok, correspondant en Asie du Sud-Est)

• LE MONDE | 25.07.2018 à 06h38 • Mis à jour le 25.07.2018 à 14h24 :

https://abonnes.lemonde.fr/planete/article/2018/07/25/des-centaines-de-disparus-apres-la-rupture-d-un-barrage-au-laos-chronique-d-un-drame-annonce_5335532_3244.html

Le fragile Laos menacé par une cinquantaine de barrages

Financés majoritairement par la Chine, les ouvrages mettent en péril la pêche et les villages dans un des pays les plus pauvres d'Asie.

Le frêle esquif à moteur remontait péniblement la Nam Ou quand soudain, au détour d'une courbe de la rivière, le barrage est apparu, formidable édifice fermant au loin un horizon de collines couvertes de jungle.

Pour l'instant, le « barrage hydroélectrique n° 3 », l'un des sept en construction sur cet affluent du Mékong, n'est achevé qu'au tiers. Mais dans le petit bateau, M^{me} Thang, une paysanne originaire d'un village situé plus en aval, chuchote en aparté sa stupéfaction : « Je n'aurais jamais imaginé que l'on puisse barrer comme ça la rivière sur toute sa largeur ! » C'est la première fois que cette jeune femme de 35 ans, serviette éponge nouée sur le crâne, voit le grand mur de retenue dresser contre le ciel limpide de l'hiver laotien les toutes premières structures de sa carapace de béton : deux piliers qui ressemblent vaguement, de loin, aux tuyaux d'un orgue géant.

M^{me} Thang, comme beaucoup d'autres fermiers et pêcheurs du coin, s'inquiète de la transformation de sa rivière en une succession de lacs de retenue et de centrales hydroélectriques. Pour ces villageois d'ethnie Khamou, l'une des plus importantes minorités ethniques du Laos, le basculement de leur environnement dans une modernité incongrue, financée par la Chine toute proche, est de mauvais augure.

45 barrages en construction

« Depuis qu'ils construisent le barrage », explique une autre villageoise, M^{me} Sin, qui est femme de pêcheur, « on n'attrape plus que des "panāi" [petites carpes]. Les "panang" [de plus gros poissons] ont disparu ». Dans son village, tout le monde se plaint des bouleversements provoqués par le barrage, un édifice que la plupart des gens n'ont pas vu et dont on parle un peu comme le temple lointain d'un culte mystérieux et inquiétant...

Pour M^{me} Thang qui regarde, interdite, le barrage bloquer « sa » rivière, l'édifice est en effet le fruit de décisions qui la dépassent : il y a quelques instants, elle racontait en pouffant sa première et récente visite à Vientiane, la capitale du Laos, située cinq cents kilomètres plus au sud. « Je ne savais pas vraiment comment ouvrir les portes », expliquait-elle en éclatant de rire, imitée par les passagers du bateau...

Commencées en 2016, les constructions de ces sept barrages d'une capacité de production de 1 272 mégawatts sont assurées par ingénieurs et ouvriers de Sinohydro, filiale de PowerChina, l'entreprise d'Etat chinoise de production d'électricité. Avec la collaboration, pour la forme, d'Electricité du Laos (en français dans le texte), qui est, comme son nom l'indique, l'équivalent de l'EDF en République démocratique et populaire lao (RDPL).

La Nam Ou n'est que l'un des exemples de l'évolution hydroélectrique du Laos, dont les gouvernants veulent que leur pays devienne la « batterie » de l'Asie du sud-est. En exploitant le potentiel remarquable du terrain accidenté de cette nation enclavée. 45 barrages sont en ce moment en construction. Non seulement sur la Nam Ou mais aussi sur la Nam Khan, une rivière voisine, et surtout sur le grand fleuve Mékong. Selon Martin Burdett, collaborateur de l'International Journal of Hydropower and Dams, le Laos « aurait la capacité hydroélectrique de fournir 26 500 mégawatts par an et n'a développé seulement que 25 % de ce potentiel.

Désastre annoncé

Les méfaits de la construction de barrages à outrance pour l'environnement sont désormais avérés. En 2013, un rapport publié en France par l'Ecole normale supérieure (ENS) et intitulé « Conséquences environnementales, sociales et politiques des barrages. Etude du cas du Mékong » [1], anticipait un désastre régional annoncé : « la dégradation des écosystèmes fluviaux [causés par les barrages] a pour conséquence de faire chuter la diversité et la quantité des poissons et, de fait, diminuer la productivité des pêcheries du Mékong, considérées comme les plus importantes pêcheries en eau douce du monde. »

La pêche n'est pas la seule à souffrir de la construction des barrages dans ce district de la province de Luang Prabang, l'ancienne capitale royale. Les travaux ont modifié le pH de la rivière, c'est-à-dire sa composition chimique et son taux d'acidité. Ce que M. Lin, un paysan à la courte barbe, traduit ainsi lors d'une conversation discrète dans une rizière éloignée d'Hatchanh, l'un des villages Khamou des bords de la Nam Ou : « la rivière est polluée à cause du barrage. On voit parfois que l'eau est brouillée par des poussières et des fragments de ciment. »

Preuve de ces changements néfastes, poursuit-il, assis sous un abri en bambou au pied d'un gigantesque pain de sucre aux formes tourmentées dominant la vallée : « la récolte des "khaipen" [algues de rivières] est devenue imprévisible. Les algues, c'est notre revenu principal. Cette année, ça va, mais l'année dernière, on n'en a pas trouvé sur le lit de la rivière où elle pousse habituellement. »

De retour au village, on comprend mieux à quel point les khaipen sont l'« or vert » des Khamou : partout, en cette année faste où les algues ont réapparu, des femmes roulent ces dernières sur des treillis de bambou et les font sécher sur les murs des maisons. Après avoir été mélangées à du sésame, une recette traditionnelle, les khaipen seront vendues à Luang Prabang, où elles font depuis des lustres partie de la gastronomie locale.

Personne n'ose cependant s'insurger publiquement contre les décisions prises par les caciques du Parti révolutionnaire du peuple lao (PRPL), qui dirigent ce régime postcommuniste, autoritaire et souvent corrompu. Mais en privé, les langues se délient. Même des chefs de villages, tous membres du Parti, confient ce qui ressemble, chez les Laotiens généralement avarés de commentaires, à de la colère rentrée.

« On ne proteste pas contre le gouvernement »

L'un d'eux, Monsieur « J » - par mesure de protection, on taira son nom -, qui est chef d'un village

situé en aval du barrage n° 3, ose clairement exprimer sa désapprobation. « Pour nous, ce barrage est mauvais !, constate d'une voix douce le petit homme au visage chiffonné qui, quelques minutes auparavant, plaisantait comme si de rien n'était avec les villageois. On ne va en tirer aucun bénéfice. Au contraire, notre vie va devenir plus difficile. Les Chinois n'en ont rien à faire de nous et de nos villages. Je me demande s'ils ne sont pas en train de détruire nos vies et notre rivière. »

In fine, les villageois savent qu'ils n'auront pas le dernier mot. Trop habitués à ce qu'au Laos, dans ce régime phagocyté par les héritiers du « Pathet Lao », les maquisards communistes du temps de la guerre du Vietnam, tout se décide et se conclue dans l'opacité la plus totale. Un fatalisme qu'illustre Tha, l'un des aubergistes du ghetto touristique voisin, le village de Muang Ngoi : « Je ne connais personne ici qui ne soit pas inquiet des conséquences du barrage sur nos vies. Mais personne ne dira jamais rien : au Laos, on ne proteste pas contre le gouvernement. »

Les barrages ne font cependant pas forcément que des malheureux. Deux heures plus en aval de la Nam Ou, la majeure partie des villageois de Ban Lathahé ont déjà été déplacés sur une colline avoisinante. Bientôt le village sera inondé pour faire place au lac artificiel qui s'étendra devant le « barrage n° 1 ».

Dans sa maison neuve, murs de ciment jaune et toits de tuiles rouges, Khamtane, 26 ans, porte un regard confiant sur son avenir immédiat : « Je suis heureux dans mon nouveau chez-moi. C'est plus confortable que mon ancienne baraque. Et puis elle était construite trop près de la route et c'était dangereux pour les enfants. »

La population finira-t-elle par s'habituer, voire se féliciter des bienfaits de la modernité ? Dans le village de Hatchanh, quelques heures plus tôt, M^{me} Mee, 54 ans, s'interrogeait sur un avenir plus lointain : « Moi, le barrage, j'aime pas. Mais qui sait, mes petits enfants seront peut-être heureux d'avoir des routes pour s'y déplacer à moto et l'électricité pour les éclairer. »

Bruno Philip (Rivière Nam Ou (Laos), envoyé spécial)

• LE MONDE | 07.03.2018 à 06h36 • Mis à jour le 07.03.2018 à 11h10 :

https://abonnes.lemonde.fr/planete/article/2018/03/07/le-fragile-laos-menace-par-une-cinquantaine-d-e-barrages_5266723_3244.html

Notes

[1] <http://www.environnement.ens.fr/IMG/Mekong.pdf>